

Interactions entre élevage transhumant, radicalisation djihadiste et tensions sociales dans le nord du Bénin : Étude du cas Karimama-Malanville

Interactions between Transhumant Livestock Farming, Jihadist Radicalization, and Social Tensions in Northern Benin: A Case Study of Karimama-Malanville.

Auteur 1 : Dr. Imorou YAROU.

Dr. Imorou YAROU, Université d'Abomey-Calavi, LASMO, Bénin,
Axe 1 : Gouvernance locale et cohésion sociale
Mode de communication : Présentation orale

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : YAROU .I (2025) « Interactions entre élevage transhumant, radicalisation djihadiste et tensions sociales dans le nord du Bénin : Étude du cas Karimama-Malanville », African Scientific Journal « Volume 03, Num 33 » pp: 0978 – 0993.



DOI : 10.5281/zenodo.17966678
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé

Dans la région de Karimama-Malanville, au nord du Bénin, l'élevage transhumant génère des tensions récurrentes entre agriculteurs et éleveurs, liées à la compétition pour l'accès aux ressources naturelles (eau, pâturages, terres). Ces conflits se sont aggravés avec l'implantation de groupes djihadistes transfrontaliers, qui exploitent la porosité des frontières et les frustrations locales pour affaiblir l'autorité étatique et la cohésion sociale. Face à cette dynamique, une recherche socio-anthropologique a été menée pour analyser les mécanismes de ces tensions, en mobilisant les théories du conflit social et des dynamiques interethniques. L'approche qualitative adoptée s'appuie sur des entretiens semi-directifs, des groupes de discussion, l'observation participante, la cartographie sociale et l'analyse documentaire. L'échantillon ciblé intègre une diversité de 75 acteurs (éleveurs, agriculteurs, leaders religieux, jeunes, femmes, rangers, médiateurs, agents de sécurité). Les résultats montrent que l'accès aux ressources est le point de départ des conflits, mais que la radicalisation djihadiste transforme ces tensions en vecteurs d'instabilité. Malgré les efforts institutionnels, les conflits persistent. Une réponse durable exige une gouvernance territoriale inclusive, une gestion équitable des ressources et un renforcement du dialogue intercommunautaire pour contenir les risques de radicalisation.

Mots clés : Élevage transhumant - conflits - radicalisation djihadiste - tensions sociales – Karimama/malanville.

Abstract

In the Karimama-Malanville region of northern Benin, transhumant pastoralism engenders recurrent disputes between agriculturalists and herders, primarily driven by competition over scarce natural resources (water, pastures, land). These disputes have been exacerbated by the expansion of cross-border jihadist movements, which capitalize on porous frontiers and local grievances to erode state legitimacy and weaken social cohesion. To interrogate this dynamic, a socio-anthropological investigation was undertaken to elucidate the mechanisms underpinning these tensions, informed by theoretical frameworks on social conflict and interethnic relations. The qualitative design employed integrates semi-structured interviews, focus group discussions, participant observation, social cartography, and documentary analysis. The purposive sample encompasses 75 heterogeneous actors (herders, farmers, religious leaders, youth, women, park rangers, mediators, and security personnel), thereby reflecting diverse positionalities and perspectives. Findings indicate that resource competition constitutes the initial catalyst of conflict, yet jihadist radicalization reconfigures these disputes into vectors of territorial instability. Despite institutional interventions—including legislative instruments, mediation processes, and sensitization initiatives—conflicts endure. A sustainable resolution necessitates inclusive territorial governance, equitable resource distribution, and reinforced intercommunity dialogue to attenuate radicalization risks.

Keywords: Transhumant livestock farming – conflicts – jihadist radicalization – social tensions – Karimama/Malanville

Introduction

Dans les régions septentrionales du Bénin, la transhumance constitue une pratique pastorale ancienne et profondément enracinée dans les modes de vie des communautés. Toutefois, cette mobilité saisonnière des troupeaux, notamment dans les communes frontalières de Karimama et Malanville, engendre des tensions récurrentes entre éleveurs transhumants et agriculteurs sédentaires. Ces tensions, exacerbées par la pression croissante sur les ressources naturelles (terres, points d'eau, pâturages), ne relèvent pas uniquement de la compétition économique ou foncière. Elles traduisent des dynamiques sociales complexes, marquées par des ambiguïtés normatives, des recompositions identitaires et des rapports de pouvoir fluctuants.

Dans ce contexte déjà fragile, l'expansion du djihadisme dans les zones frontalières du Burkina Faso, du Niger et du Bénin vient accentuer les vulnérabilités locales. Les communautés peules, souvent associées à la transhumance, se retrouvent au cœur de processus de stigmatisation sécuritaire, alimentant les fractures sociales et les tensions intercommunautaires. Cette situation soulève des inquiétudes quant à l'instrumentalisation des conflits agropastoraux par des groupes extrémistes, exploitant les failles sociales, économiques et sécuritaires pour s'implanter.

Face à ces défis, l'État béninois a mis en place plusieurs dispositifs législatifs et programmatiques visant à encadrer la transhumance et à prévenir les conflits. Ces mesures s'inscrivent dans une logique de gouvernance inclusive, à travers des mécanismes tels que la médiation locale, la sensibilisation communautaire et la promotion du vivre-ensemble. Parallèlement, des initiatives portées par les ONG et les acteurs locaux tentent de renforcer la cohésion sociale par des projets communautaires. Malgré ces efforts, les tensions persistent, révélant les limites des approches actuelles et la nécessité d'une compréhension plus fine des interactions entre transhumance, radicalisation et conflits sociaux.

C'est dans cette perspective qu'a été menée la présente recherche socio-anthropologique, ayant pour sujet : « Interactions entre élevage transhumant, radicalisation djihadiste et tensions sociales dans le nord du Bénin : Étude de cas Karimama-Malanville ».

Cette étude poursuit deux objectifs principaux :

- Analyser les dynamiques de la transhumance transfrontalière et leur impact sur les relations entre communautés locales, en particulier les conflits entre éleveurs et agriculteurs ;
- Examiner les mécanismes d'implantation des groupes djihadistes dans les zones de transhumance, en lien avec les tensions sociales, les failles sécuritaires et les vulnérabilités socio-économiques.

Pour ce faire, la recherche s'est appuyée sur une méthodologie qualitative et participative, mobilisant plusieurs techniques : observation directe, entretiens semi-directifs, discussions de groupe, analyse documentaire et cartographie participative. L'enquête a impliqué un échantillon

de 75 acteurs locaux, comprenant des agriculteurs et éleveurs autochtones, des éleveurs transhumants, des agriculteurs allochtones, des leaders religieux, des médiateurs communautaires, des autorités traditionnelles, des responsables locaux et des agents de sécurité.

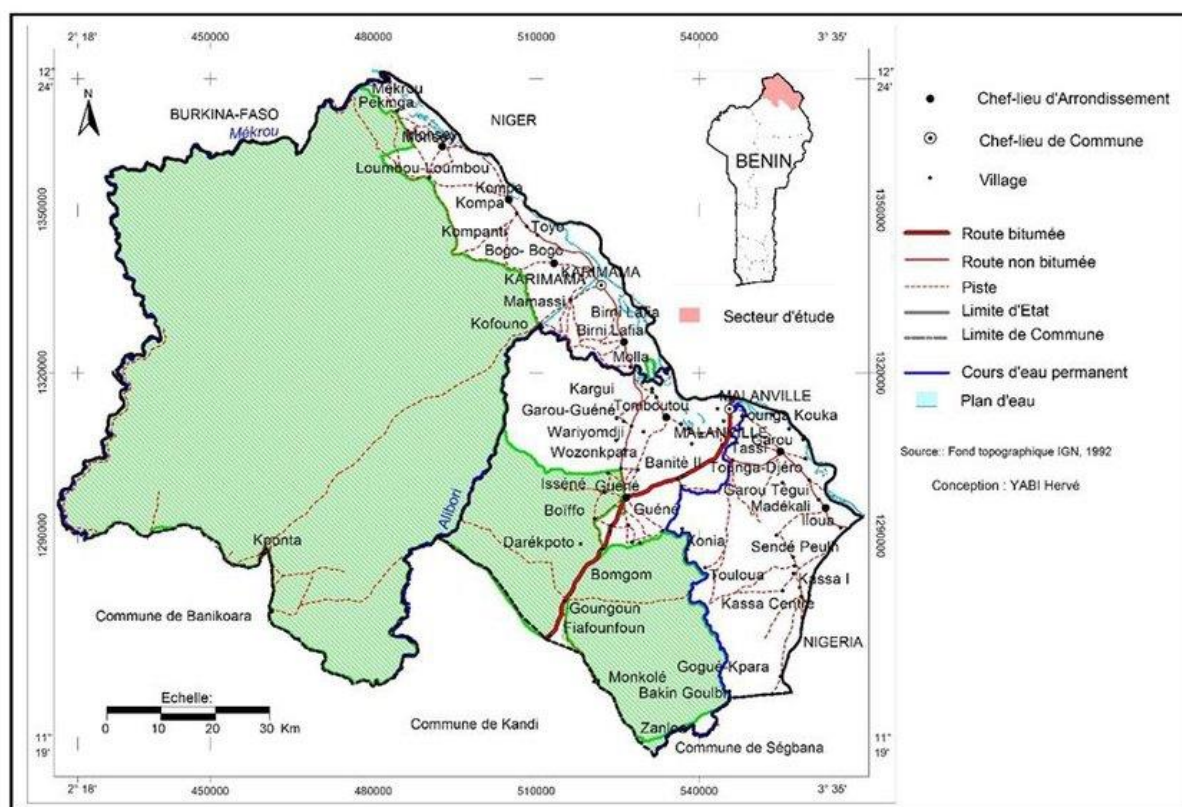
La structure de l'étude s'organise autour de quatre axes analytiques complémentaires, permettant d'articuler les pratiques transhumantes en contexte transfrontalier, les dynamiques conflictuelles et leurs mécanismes de régulation, les perceptions communautaires du risque sécuritaire et des influences djihadistes, ainsi que les stratégies de résilience et les dispositifs de cohésion sociale.

Cette articulation offre un cadre d'analyse intégré qui met en lumière les interactions entre mobilités pastorales, tensions locales et processus de radicalisation, tout en révélant les réponses communautaires et institutionnelles face aux défis de stabilité territoriale

Les résultats de l'enquête révèlent que les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles constituent le principal facteur de tension entre les groupes en présence. Ces tensions affectent profondément les relations intercommunautaires, générant des clivages sociaux et culturels. Malgré les efforts de médiation, de sensibilisation et les projets communautaires mis en œuvre, les conflits persistent. Cette situation appelle à une approche intégrée, contextualisée et durable, capable de concilier les impératifs de sécurité, de justice sociale et de développement local dans cette région frontalière.

1. Contexte géographique et historique de la recherche

Cette recherche est menée dans la zone de **Karimama-Malanville**, située à l'extrême nord du Bénin comme indiquée sur la carte ci-dessous.



Carte : Situation géographique de Karimama et de Malanville, réalisation Hervé YABI

Cette région constitue un espace stratégique à la croisée des frontières avec le Niger, le Burkina Faso et le Nigeria. Elle est historiquement reconnue comme un carrefour de transhumance, où circulent chaque année des milliers de troupeaux en provenance des pays sahéliens. Cette saisonnière des éleveurs et de leurs troupeaux à la recherche de pâturages, bien que vitale pour les éleveurs, s'effectue souvent en dehors des couloirs officiels, exposant la région à des flux transnationaux non maîtrisés.

Sur le plan historique, la région de Karimama-Malanville est marquée par une cohabitation fragile entre communautés agricoles et pastorales, régulièrement perturbée par des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles : terres cultivables, points d'eau, zones de pêche. Ces tensions, parfois violentes, sont exacerbées par la faiblesse des mécanismes de régulation locale, malgré l'existence de plans de gestion de la transhumance adoptés au niveau national.

Depuis le milieu des années 2010, la région connaît une montée des risques sécuritaires, avec la présence croissante de groupes armés djihadistes opérant depuis le Sahel. Ces groupes exploitent les failles institutionnelles, les tensions intercommunautaires, et la porosité des frontières pour s'implanter dans les zones de transhumance, notamment à proximité du parc du W, devenu un sanctuaire pour certaines factions armées. Les attaques ciblées contre les postes de sécurité, les écoles et les infrastructures publiques témoignent d'une volonté de déstabilisation de l'autorité étatique.

Ainsi, Karimama-Malanville se présente comme un espace de vulnérabilité multidimensionnelle, où les dynamiques de transhumance, les tensions sociales et les stratégies djihadistes s'entrelacent, posant des défis majeurs à la cohésion communautaire, à la gouvernance locale et à la sécurité régionale.

2. Transhumance, radicalisation et tensions sociales à Karimama-Malanville : une dynamique de fragilisation territoriale

Dans la région frontalière de Karimama-Malanville, au nord du Bénin, l'élevage transhumant représente à la fois un levier économique essentiel pour les communautés pastorales et une source persistante de tensions sociales. La mobilité des troupeaux, souvent pratiquée en dehors des couloirs officiels, engendre des conflits récurrents avec les agriculteurs locaux, notamment autour de l'accès aux terres, aux points d'eau et aux ressources naturelles. Bien que l'État béninois ait adopté en 2019 un plan de gestion de la transhumance, les mécanismes de régulation restent fragiles, contribuant à l'exacerbation des affrontements intercommunautaires.

Cette instabilité sociale et territoriale est instrumentalisée par des groupes djihadistes transfrontaliers, actifs dans le Sahel et présents dans des zones forestières comme le parc du W. Ces groupes tirent parti de la porosité des frontières, de la marginalisation des jeunes et des conflits

agropastoraux pour s'implanter, recruter et affaiblir l'autorité étatique. Dans ce contexte, la transhumance devient un vecteur indirect de radicalisation, en raison de son imbrication avec les dynamiques locales de frustration, d'exclusion et de vulnérabilité.

Face à cette situation, il devient impératif d'interroger les interactions entre transhumance non contrôlée, radicalisation djihadiste et tensions sociales, afin de comprendre comment ces phénomènes s'alimentent mutuellement et contribuent à la fragilisation des institutions locales et à la déstabilisation du tissu social.

La présente recherche vise à répondre à la question suivante : Comment les pratiques de transhumance, les dynamiques de radicalisation djihadiste et les tensions sociales s'articulent-elles à Karimama-Malanville, et en quoi cette interaction contribue-t-elle à la fragilisation de la cohésion communautaire et de l'autorité étatique dans cette zone frontalière ?

Pour y répondre, deux hypothèses ont été formulées en lien avec les objectifs de l'étude :

- La transhumance non contrôlée dans la zone de Karimama-Malanville accentue les conflits agropastoraux, qui deviennent des vecteurs indirects de radicalisation djihadiste en fragilisant la cohésion sociale et en alimentant les frustrations locales ;
- Les groupes djihadistes exploitent les tensions liées à l'accès aux ressources naturelles et à l'exclusion socio-économique pour s'implanter dans les zones de transhumance, en mobilisant des stratégies d'infiltration et de recrutement ciblé.

L'analyse des interactions entre transhumance non contrôlée, radicalisation djihadiste et tensions sociales dans la région frontalière de Karimama-Malanville s'appuie sur une approche pluridisciplinaire mobilisant plusieurs cadres théoriques issus de l'anthropologie, de la sociologie des conflits et des sciences politiques. Elle articule les théories du pastoralisme, des conflits, de la radicalisation violente et de la gouvernance territoriale. Ce cadre permet de comprendre comment des dynamiques locales, économiques et sécuritaires s'entrelacent pour produire des effets en cascade sur la cohésion communautaire et la stabilité institutionnelle.

En effet, la transhumance est définie comme une mobilité saisonnière des troupeaux à la recherche de ressources naturelles, souvent à travers des espaces transfrontaliers. Selon Jean-Pierre Jacob (2003), cette mobilité est porteuse de tensions lorsqu'elle entre en concurrence avec les usages agricoles, notamment dans les zones de forte pression foncière. Les travaux de Pierre Bonte (1991) sur les sociétés pastorales sahéliennes montrent que les conflits agropastoraux ne relèvent pas uniquement de la rareté des ressources, mais aussi de la transformation des rapports sociaux et de la faiblesse des mécanismes de régulation.

Dans le contexte béninois, l'étude de Bako-Arifari (2006) met en lumière les tensions croissantes entre agriculteurs et éleveurs, exacerbées par l'absence de corridors fonctionnels pour la transhumance et la faible coordination entre les acteurs locaux. Il souligne que ces

dysfonctionnements institutionnels nourrissent un climat de frustration et de désengagement vis-à-vis des mécanismes étatiques de régulation, ouvrant la voie à des formes de médiation informelle souvent fragiles.

Par ailleurs, les conflits agropastoraux peuvent être analysés à travers le prisme de la théorie des conflits de ressources (Homer-Dixon, 1999), qui postule que la compétition pour des ressources limitées dans des contextes de gouvernance faible favorise l'émergence de violences locales. Selon cette théorie, la dégradation des ressources naturelles (eau, terres arables, forêts) combinée à la croissance démographique et à la mauvaise gouvernance peut engendrer des conflits violents. Cette approche est renforcée par les travaux de Christian Lund (2006) sur l'autorité foncière, qui montrent comment les conflits fonciers ne portent pas uniquement sur la terre en tant que ressource, mais sur l'autorité légitime à définir les règles d'accès et de contrôle. Lund y développe l'idée que les luttes foncières sont aussi des luttes pour la reconnaissance institutionnelle, où différents acteurs cherchent à faire valider leurs normes et pratiques par des institutions reconnues.

La gouvernance locale, lorsqu'elle est fragmentée ou contestée, devient un facteur de vulnérabilité. Les travaux de Olivier de Sardan (2008) sur les pratiques locales de l'État en Afrique de l'Ouest révèlent que ce sont les règles informelles qui orientent les comportements des agents publics dans leur quotidien, souvent en décalage avec les normes officielles. Les dispositifs de régulation sont souvent contournés ou instrumentalisés, ce qui affaiblit la capacité des institutions à prévenir les conflits.

Quant à la radicalisation djihadiste, elle est abordée ici comme un processus d'adhésion à une idéologie violente, souvent favorisé par des contextes de marginalisation, d'injustice perçue et de vide institutionnel. Elyamine Settoul (2022) propose une lecture pluridisciplinaire du phénomène, en soulignant l'importance des dynamiques locales dans les trajectoires d'engagement. Il identifie un « pentagone théorique » de la djihadisation, combinant facteurs sociaux, identitaires, géopolitiques, religieux et psychologiques.

Fair, C. C. (2007) et Wiktorowicz (2005) insistent sur le rôle des réseaux sociaux et des sentiments d'humiliation dans le processus de radicalisation. Dans les zones de transhumance, les groupes djihadistes exploitent les conflits agropastoraux et la marginalisation des jeunes pour s'implanter, en mobilisant des stratégies d'infiltration et de légitimation locale (Dumoulin, 2020).

Au regard de ce qui précède, il importe de retenir que la porosité des frontières et la faible présence de l'État dans les zones de transhumance créent un vide sécuritaire propice à l'émergence de pouvoirs concurrents. Les travaux de Hibou (2004) sur la privatisation de l'État en Afrique montrent que cette absence de régulation formelle favorise l'émergence de formes alternatives de gouvernance, souvent violentes.

Les groupes djihadistes, en s'implantant dans ces zones, ne se contentent pas de recruter : ils redéfinissent les rapports de pouvoir, en proposant des formes de justice, de sécurité et de redistribution qui concurrencent celles de l'État (Crettiez et al., 2017).

Ce cadre théorique permet d'articuler les trois dimensions centrales de la recherche, à savoir :

- La transhumance comme pratique socio-économique génératrice de tensions ;
- Les conflits agropastoraux comme catalyseurs de vulnérabilités sociales ;
- La radicalisation djihadiste comme processus d'exploitation de ces vulnérabilités dans un contexte de gouvernance fragile.

Il éclaire ainsi les mécanismes par lesquels ces dynamiques s'alimentent mutuellement et contribuent à la fragilisation de la cohésion communautaire et de l'autorité étatique dans la zone de Karimama-Malanville.

3. Approche Méthodologique de terrain

Le choix d'une démarche qualitative s'inscrit dans un positionnement épistémologique constructiviste, qui considère les réalités sociales comme produites par les interactions, les représentations et les pratiques des acteurs. Dans un contexte marqué par la complexité des tensions agropastorales et l'imbrication des dynamiques de radicalisation, il ne s'agit pas de rechercher des causalités linéaires mais de comprendre les logiques sociales, les perceptions et les significations attribuées par les communautés locales. Le mode de raisonnement adopté est inductif et interprétatif : il part des récits, des expériences vécues et des observations de terrain pour construire une analyse ancrée dans les réalités locales, tout en mobilisant des cadres théoriques sur le conflit social et les dynamiques interethniques. Ce choix méthodologique se justifie par la nécessité de saisir la dimension relationnelle et symbolique des tensions, ainsi que les mécanismes de régulation et de résilience communautaire, souvent invisibles dans les approches quantitatives.

3.1. Techniques de collecte

La collecte des données s'est appuyée sur une combinaison d'outils qualitatifs complémentaires. Les entretiens semi-directifs, menés auprès d'acteurs variés, ont permis d'explorer les perceptions individuelles face aux tensions agropastorales et aux dynamiques de radicalisation. Les groupes de discussion ont saisi les représentations collectives, les récits partagés et les formes de régulation sociale. L'observation participante a offert une immersion dans les pratiques quotidiennes, les interactions locales et les négociations autour des ressources. Enfin, la cartographie sociale a permis de localiser les zones de tension et de visualiser les dynamiques territoriales en lien avec la transhumance.

3.2.Échantillonnage

La technique d'échantillonnage repose sur une approche qualitative ciblée, conçue pour garantir à la fois la diversité des profils et la représentativité des expériences vécues dans la zone frontalière de Karimama-Malanville. Deux principes ont guidé la constitution de l'échantillon :

- Diversité sociogéographique et identitaire : les participants ont été sélectionnés selon des critères d'âge, de genre, de statut social et d'origine géographique, afin de refléter la pluralité des trajectoires, des perceptions et des rapports à la transhumance et aux tensions locales.
- Intégration d'acteurs stratégiques : l'échantillon inclut des profils clés tels que les médiateurs communautaires, les agents de sécurité, les leaders religieux et les autorités traditionnelles, dont les rôles sont centraux dans la régulation des conflits et la compréhension des dynamiques de radicalisation.

Au total, 75 acteurs locaux ont été mobilisés, comprenant des agriculteurs et éleveurs autochtones, des éleveurs transhumants, des agriculteurs allochtones, des leaders religieux, des médiateurs communautaires, des autorités traditionnelles, des responsables locaux et des agents de sécurité. Cette composition permet d'appréhender les interactions entre transhumance, radicalisation et tensions sociales à partir de points de vue croisés, tout en assurant une lecture fine des mécanismes de régulation, des vulnérabilités communautaires et des logiques d'implantation djihadiste.

3.3.Axes d'analyse

L'analyse des données s'articule autour de quatre axes complémentaires, qui permettent d'examiner simultanément les tensions liées à l'accès aux ressources, les facteurs de radicalisation, les stratégies d'adaptation des éleveurs et les dynamiques sociales de recomposition communautaire.

Cette structuration analytique offre un cadre intégré pour comprendre les interactions entre conflits agropastoraux, processus de radicalisation et mécanismes de résilience, tout en mettant en évidence les logiques locales de régulation et de cohésion sociale.

3.4.Outils d'analyse

Plusieurs outils méthodologiques ont été mobilisés pour garantir une analyse qualitative rigoureuse et contextualisée des données. L'analyse thématique des discours a permis d'identifier les motifs récurrents et les représentations dominantes. L'analyse des récits de vie a éclairé les trajectoires individuelles et les dynamiques d'engagement. La grille d'observation a servi à documenter les pratiques sociales et interactions observées sur le terrain. Enfin, l'outil numérique KoboToolbox a facilité la structuration, le codage et l'exploitation systématique des données collectées.

4. Karimama-Malanville : aux confins de la fragilité sociale et sécuritaire

Les données recueillies sur le terrain à Karimama-Malanville révèlent une articulation complexe entre les pratiques de transhumance, les tensions sociales et les dynamiques de radicalisation djihadiste. Ces interactions contribuent de manière significative à la fragilisation de la cohésion communautaire et à l'affaiblissement de l'autorité étatique dans cette zone frontalière.

4.1. Transhumance non contrôlée et conflits agropastoraux

Les communes de Karimama et de Malanville, situées aux confins du Bénin, partagent des frontières avec le Niger et le Nigeria, ce qui en fait des zones particulièrement exposées aux flux de transhumance transfrontalière. Ces territoires jouent un rôle stratégique en tant que corridors de passage pour les éleveurs sahéliens, surtout en période de sécheresse, lorsqu'ils recherchent des pâturages et des points d'eau pour leurs troupeaux (FAO, 2012 ; LASDEL, 2023). Or dans cette région, l'économie repose principalement sur l'agriculture vivrière, le commerce transfrontalier et l'élevage. Cette cohabitation entre agriculteurs et éleveurs génère des rivalités croissantes autour de l'accès aux ressources naturelles, opposant les éleveurs locaux aux transhumants venus d'autres pays. Ces tensions se cristallisent particulièrement dans les rapports entre agriculteurs et éleveurs, alimentant des conflits récurrents liés à l'usage des terres et aux dégâts causés par des animaux (Assani Seidou et al., 2023 ; Kotchoni & Edja, 2023).

La mobilité saisonnière des éleveurs et de leurs troupeaux, qui est à la fois locale et transfrontalière, bien qu'essentielle à la survie économique des éleveurs, s'effectue majoritairement en dehors des couloirs officiels. Cette mobilité non encadrée engendre des intrusions dans les champs cultivés, des destructions de récoltes et des affrontements récurrents entre éleveurs et agriculteurs. Face à ces dérives des éleveurs et de leurs bétails, les agriculteurs dénoncent une absence de réparation des dommages et une impunité des éleveurs, alimentant un sentiment d'injustice. Les comités locaux de médiation apparaissent débordés ou inefficaces, faute de moyens et de légitimité ; cette situation engendre des conflits qui, loin d'être ponctuels, s'inscrivent dans une spirale de méfiance intercommunautaire, où les stéréotypes et les stigmatisations renforcent les clivages (LASDEL, 2023 ; Kotchoni & Edja, 2023).

Ces tensions confirment la première hypothèse : la transhumance non contrôlée constitue un catalyseur de conflits sociaux, qui affaiblissent les liens communautaires et créent un terreau propice à la radicalisation (Assani Seidou et al., 2023 ; LASDEL, 2023).

4.2. Exploitation des tensions par les groupes djihadistes

La région de Karimama-Malanville, située à l'extrême nord du Bénin, s'impose aujourd'hui comme un point névralgique dans la stratégie d'expansion des groupes djihadistes en Afrique de l'ouest. Actifs dans le parc du W et ses environs, ces individus armés tirent parti des tensions agropastorales persistantes et des failles sécuritaires pour s'installer progressivement dans la zone.

Frontalière du Niger et du Burkina Faso, cette région se caractérise par une vulnérabilité structurelle profonde — faible présence étatique, précarité socio-économique, conflits intercommunautaires — que les groupes djihadistes exploitent avec habileté pour renforcer leur emprise et attirer une jeunesse en quête de repères et de perspectives.

Depuis 2022, le nord du Bénin, notamment les communes de Karimama et Malanville situées à la frontière avec le Burkina-Faso et le Niger, connaît une intensification préoccupante des activités des groupes extrémistes violents (GEV), principalement affiliés au Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) (Mossi, 2024). Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie d'expansion territoriale des GEV, visant à étendre leur influence au-delà du Sahel vers les pays côtiers du golfe de Guinée.

Les groupes djihadistes exploitent les réseaux religieux informels pour s'implanter progressivement dans les communautés locales. Cette stratégie repose sur plusieurs leviers, à savoir :

- La cooptation idéologique : Des prédicateurs itinérants, souvent formés dans des zones déjà radicalisées, diffusent un discours religieux rigoriste qui remet en question les autorités traditionnelles et les institutions étatiques.
- La création de cellules de prières ou d'enseignement coranique : Ces espaces servent de points de contact pour le recrutement, la diffusion de propagande et la consolidation de l'influence idéologique.
- L'appui aux populations locales : En se présentant comme des pourvoyeurs de justice sociale ou de sécurité dans des zones négligées par l'État, les GEV gagnent la confiance de certaines franges vulnérables de la population.

Outre les circuits religieux informels, la porosité des frontières entre le Bénin et le Niger facilite l'exploitation des circuits commerciaux pour des fins logistiques et financières. En effet, les djihadistes utilisent les convois de marchandises pour se déplacer discrètement, transporter des armes ou des vivres, et établir des relais dans les marchés frontaliers. En infiltrant les réseaux de commerce de bétail, de carburant ou de produits agricoles, ils assurent un financement autonome et une présence durable.

Dans certaines zones reculées, les GEV imposent des prélèvements aux commerçants en échange d'une protection ou d'un droit de passage, créant ainsi une économie parallèle.

Les communes de Karimama et Malanville sont particulièrement exposées à ces pratiques en raison de la faiblesse du maillage sécuritaire ; en ce sens que, malgré l'opération Mirador lancée en 2022, les vastes étendues rurales et les parcs nationaux comme le parc W restent difficilement contrôlables. De même, le manque d'infrastructures, d'accès aux services sociaux et d'opportunités économiques crée un terreau fertile pour l'implantation des GEV. Par ailleurs, la

proximité de ces territoires avec des zones de conflits fait d'eux des interfaces directes avec des régions du Burkina et du Niger où les groupes djihadistes sont déjà bien établis.

Les groupes armés instrumentalisent les conflits locaux pour fragiliser la cohésion sociale et affaiblir l'autorité étatique, en s'érigeant comme alternative sécuritaire ou morale. Ces résultats valident la deuxième hypothèse : les djihadistes exploitent les vulnérabilités socio-économiques et les tensions autour des ressources pour renforcer leur emprise territoriale.

4.3.Fragilisation de la cohésion sociale et de l'État

Les territoires de Karimama et de Malanville sont confrontés à une convergence de facteurs de vulnérabilité qui fragilisent leur cohésion sociale et leur sécurité. L'interaction entre la transhumance non régulée, les tensions communautaires et la montée de la radicalisation islamiste constitue une dynamique préoccupante aux effets multiples.

La transhumance non contrôlée : vecteur de conflits et de déséquilibres

L'absence de balisage clair des couloirs de transhumance et le non-respect des calendriers officiels entraînent des intrusions des éleveurs transhumants et leurs bétails dans les zones agricoles, provoquant des conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs. De même, la compétition pour l'accès à l'eau, aux pâturages et aux terres fertiles exacerbe les rivalités locales, surtout en période de sécheresse ou de crise climatique. Quant aux failles dans la gouvernance locale qui se traduisent par le manque de mécanismes de médiation efficaces et l'insuffisance des dispositifs de surveillance frontalière, elles favorisent l'impunité et la répétition des incidents.

Tensions sociales et fragmentation communautaire

Les conflits liés à la transhumance alimentent des ressentiments entre groupes ethniques et professionnels (agriculteurs, éleveurs, commerçants de bétails), souvent instrumentalisés par des acteurs extérieurs. Outre ces conflits, l'exclusion socio-économique alimente la fragmentation communautaire. Les jeunes et les femmes, particulièrement dans les zones rurales, sont marginalisés dans les processus de décision et d'accès aux ressources, ce qui alimente des sentiments d'injustice et de frustration. Ces ressentiments affaiblissent des mécanismes traditionnels de régulation engendrant la perte de légitimité aux autorités coutumières face à l'émergence de nouveaux acteurs religieux ou politiques, parfois liés à des réseaux extrémistes.

Radicalisation islamiste : une menace opportuniste

Les groupes extrémistes violents (GEV), notamment affiliés au JNIM, capitalisent sur les tensions liées à la transhumance pour s'implanter dans les zones frontalières, en se présentant comme des arbitres ou des protecteurs. Les jeunes désœuvrés, frustrés par l'absence d'opportunités et de justice, deviennent des cibles privilégiées pour le recrutement djihadiste, souvent via des réseaux religieux informels ou des promesses de sécurité et de revenus. L'installation progressive de

cellules radicales dans les zones rurales, combinée à l'absence de l'État, crée des poches d'insécurité et de gouvernance parallèle.

Vers une réponse intégrée

Face à cette triple menace, plusieurs initiatives ont été lancées, notamment par le PNUD et les autorités locales, pour renforcer la cohésion sociale, prévenir l'extrémisme violent et encadrer la transhumance transfrontalière. Ces efforts incluent :

- La mise en place de cadres d'échanges transfrontaliers entre forces de sécurité, autorités locales et communautés ;
- Le renforcement des mécanismes de dialogue communautaire et de médiation ;
- L'élaboration de plans d'action participatifs pour la prévention des conflits et la sécurisation des zones sensibles.

4.4.Discussion : Karimama-Malanville, une zone-laboratoire des vulnérabilités frontalières

a région de Karimama-Malanville, située à la frontière nord du Bénin, illustre une convergence critique de vulnérabilités sociales et sécuritaires. Sa position géographique en fait un carrefour stratégique de transhumance transfrontalière, où l'absence de régulation alimente des conflits agropastoraux récurrents. Ces tensions, exacerbées par des rivalités ethniques et professionnelles, fragilisent la cohésion communautaire et mettent en évidence l'inefficacité des mécanismes locaux de médiation.

Dans ce contexte, les groupes extrémistes violents (GEV), notamment affiliés au JNIM, exploitent les failles de gouvernance et les frustrations sociales pour s'implanter durablement. Leur stratégie combine idéologie religieuse, assistance sociale et contrôle économique, ciblant particulièrement les jeunes marginalisés.

Face à cette triple menace - transhumance non encadrée, tensions sociales, radicalisation - une refonte de la gouvernance territoriale s'impose. Elle doit intégrer la cartographie participative des couloirs de transhumance, le renforcement des médiations locales et une approche sécuritaire inclusive.

Enfin, Karimama-Malanville ne constitue pas un cas isolé, mais un indicateur régional des vulnérabilités frontalières en Afrique de l'Ouest. Les réponses locales doivent s'inscrire dans une stratégie transnationale de résilience, fondée sur la coopération, la justice sociale et le rétablissement de l'autorité étatique.

Conclusion

L'analyse des interactions entre élevage transhumant, la radicalisation djihadiste et les tensions sociales sur les territoires de Karimama et de Malanville au nord du Bénin révèle une dynamique territoriale profondément marquée par l'interaction entre la transhumance non contrôlée, les tensions sociales et la radicalisation islamiste. Ces facteurs, loin d'agir isolément, s'entrelacent pour produire un effet cumulatif de fragilisation de la cohésion communautaire et d'érosion de l'autorité étatique.

La transhumance transfrontalière, lorsqu'elle échappe aux dispositifs de régulation, devient un catalyseur de conflits agropastoraux, exacerbant les rivalités entre agriculteurs et éleveurs, et alimentant des ressentiments intercommunautaires. Ces tensions, souvent instrumentalisées, ouvrent la voie à l'implantation opportuniste des groupes extrémistes violents, qui exploitent les failles sécuritaires, les frustrations socio-économiques et les clivages identitaires pour renforcer leur emprise territoriale.

Dans ce contexte, les communes de Karimama et Malanville apparaissent comme des zones de vulnérabilité stratégique, où l'absence de mécanismes de médiation efficaces, la porosité des frontières et la précarité des services publics favorisent l'émergence de formes alternatives de gouvernance, portées par des acteurs djihadistes. Ces derniers s'appuient sur des réseaux religieux et commerciaux informels pour s'implanter durablement, tout en sapant les fondements de l'État et du vivre-ensemble.

Face à cette triple menace, une réponse intégrée s'impose, articulant sécurisation des couloirs de transhumance, renforcement du dialogue communautaire, et lutte contre la radicalisation. Les initiatives en cours, portées par les acteurs locaux et les partenaires internationaux, doivent être consolidées et inscrites dans une logique de résilience territoriale, fondée sur l'inclusion, la justice sociale et la restauration de la confiance entre les communautés et les institutions.

Référence bibliographique

- Assani Seidou, A., Sanni Worogo, H., Assogba, B., Baco, M. N., Traore, I. A., & Houinato, M. (2023). *Acteurs et enjeux de la transhumance dans la forêt classée de l'Alibori Supérieur au nord du Bénin (Afrique de l'Ouest)*. *VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement*, 23(2). <https://doi.org/10.4000/vertigo.40452>
- Bako-Arifari, N. (2006). *La médiation sociale dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs au Bénin : entre arrangements locaux et désengagement institutionnel*. In P. Lavigne Delville (dir.), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité* (pp. 195–214). Paris : Karthala.
- Crettiez, X., Sèze, R., & Boirot, J. (2017). *Sociologie du djihadisme français*. Rapport de recherche, Mission de lutte contre la radicalisation violente, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, 116 p.
- Dumoulin, K. (2020). *Pastoralisme et insécurité en Afrique de l'Ouest : entre conflits agropastoraux et stratégies d'implantation des groupes armés*. In *La nouvelle du pastoralisme et de la transhumance au Sahel et en Afrique de l'Ouest*, Bulletin n°03, avril–juin 2020, Réseau Billital Maroobé (RBM) / CILSS. [Disponible sur le site de la sécurité alimentaire](#)
- Fair, C. C. (2007). *QUINTAN WIKTOROWICZ, Radical Islam Rising: Muslim Extremism in the West* (Lanham, Md.: Rowman & Littlefield, 2005), 245 pages. *International Journal of Middle East Studies*. <https://doi.org/10.1017/S0020743807302560>
- FAO. (2012). *La transhumance transfrontalière en Afrique de l'Ouest : Proposition de plan d'action*. Dakar : Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest. 146 p
- Hibou, B. (dir.). (2004). *Privatiser les États*. Paris : Karthala, 400 p.
- Homer-Dixon, T. F. (1999). *Environnement, rareté et violence*. Princeton, NJ : Princeton University Press, 272 pages.
- Kotchoni, A.-R., & Edja, A.-H. (2023). *Analyse des politiques publiques en matière de transhumance au Bénin*. *African Scientific Journal*, Vol. 3, n°16, pp. 869–893. DOI : 10.5281/zenodo.7852152
- LASDEL. (2023). *La transhumance transfrontalière à l'épreuve de l'insécurité : Bénin, Burkina Faso, Niger et Togo*. Niamey : Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Sociales et du Développement Local (LASDEL). 52 p
- Mossi, A. A. (2024). *Les enlèvements, une stratégie d'expansion pour les groupes extrémistes violents au Bénin*. The Conversation, 18 avril 2024. Disponible en ligne : <https://theconversation.com/les-enlevements-une-strategie-dexpansion-pour-les-groupes-extremistes-violents-au-benin-227584>

Olivier de Sardan, J.-P. (2008). *Étudier les normes pratiques de la gouvernance réelle en Afrique*. Document de discussion n°5, Programme Pouvoir et Politique en Afrique (APPP), Overseas Development Institute (ODI), Londres.

Settoul, E. (2022). *Penser la radicalisation djihadiste : acteurs, théories, mutations*. Paris : Presses Universitaires de France (PUF), 256 pages. ISBN : 978-2-13-082896-9. Disponible sur Cairn